

*Initiatives ministérielles*

10 dernières années une augmentation massive des banques d'aliments.

Si nous prenons la période qui commence en 1984, avec l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, on constate que le nombre de banques d'aliments a quintuplé. Si nous prenons la période de récession dont le gouvernement est responsable, le nombre de banques d'aliments est passé de 161, en 1990, à 377, aujourd'hui. Plus de deux millions de Canadiens dépendent des banques d'aliments pour satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille. Ce n'est pas acceptable. Ce n'est pas ce que ce pays devait être lorsqu'il a été créé, développé, agrandi. Cette augmentation massive du recours obligé à la charité ne fait pas partie de notre système de valeurs.

Il est merveilleux que cette charité existe, et je félicite les bénévoles qui travaillent si dur pour ces banques d'aliments afin que ces deux millions de Canadiens aient au moins quelque nourriture, mais nous ne devrions pas, en 1992, avoir une économie tellement mauvaise et tellement injuste que plus de deux millions de Canadiens doivent fréquenter les banques d'aliments.

Nous savons qu'une grande proportion de ces gens sont des enfants, et que le fait qu'ils doivent dépendre de ces banques signifie qu'ils n'auront probablement pas la qualité de nourriture qu'ils devraient avoir et que leur développement en souffrira.

C'est ce qui se passe aux échelons de revenu les plus bas. Par contre, à l'autre extrémité, nous voyons les riches et les privilégiés s'enrichir toujours davantage et accroître leurs privilèges. Les ventes de Mercedes sont en hausse, tout comme le nombre des banques d'aliments.

Il y a un domaine où le Canada est le premier au monde.

D'après ce que nous avons vu aux derniers Jeux olympiques, je crains que ce ne soit pas le hockey. Le domaine dans lequel nous surpassons le monde entier, c'est le nombre de milliardaires par habitant. En effet, nous en avons plus que les Américains. Nous en comptons plus que certains émirats arabes du Moyen-Orient. Il y a des gens dans ce pays qui sont incroyablement riches. Lorsqu'ils ont des problèmes, comme les Reichmann en ont avec Olympia and York, ils n'ont pas à faire la queue dans

les banques d'alimentation. Le ministre fédéral des Finances en personne déclare que nous allons les appuyer.

Notre pays, c'est le monde à l'envers. C'est une situation qui existe au Canada depuis au moins douze ans. Tout n'a pas commencé avec ce gouvernement. Remontons au gouvernement libéral qui l'a précédé. C'est à cette époque que les riches ont bénéficié de la première grande réduction d'impôts dans ce pays. Au sommet de l'échelle, les libéraux ont ramené le taux d'imposition de 42 p. 100 à 34 p. 100. C'est une réduction radicale de 8 p. 100 qui a laissé bien plus d'argent dans les poches des riches et qui a aggravé énormément le déficit national.

Ce même gouvernement libéral a haussé d'une façon extraordinaire les limites de cotisation aux régimes enregistrés d'épargne-retraite. Ces nouvelles limites permettaient aux gens d'augmenter considérablement leurs cotisations à ce régime pour ne pas avoir à payer d'impôt. C'était une échappatoire fiscale extraordinaire, gracieuseté des libéraux.

Les libéraux ont perdu le pouvoir en 1984, et les conservateurs qui les ont remplacés ont vite fait de prouver leur intention d'aider eux aussi les riches et les puissants de ce pays. Ils ont dit que les libéraux n'étaient pas allés assez loin en ramenant le taux d'imposition maximal de 42 p. 100 à 34 p. 100 et qu'ils allaient le réduire davantage. Ils l'ont donc ramené de 34 p. 100 à 29 p. 100.

C'est alors qu'ils ont créé l'une des plus grandes échappatoires fiscales que nous ayons jamais vu établir et défendre constamment par un gouvernement dans l'histoire de ce pays. Il s'agit de l'exonération des gains en capital offerte à ceux qui voulaient investir à l'étranger, jouer à la bourse, ou bien acheter des yachts en Floride ou des îles dans la Méditerranée. Ils pouvaient le faire sans avoir à payer un cent d'impôt sur la première tranche de 100 000 dollars de gains en capital. Ils ne payaient pas un cent.

Les contribuables de ma circonscription travaillent durement pour gagner leur pain. Ils paient impôts sur impôts. Quant à ces gens au sommet de l'échelle qui réalisent des gains en capital allant jusqu'à 100 000 dollars par année et qui n'ont pas atteint le maximum cumulatif, ils n'ont pas un cent d'impôt à payer sur ces gains en capital. À qui cela profite-t-il?